



À l'attention de l'association Air des Lyonnaises et des Lyonnais,

Votre préoccupation pour la qualité de l'air est juste et nous la partageons. La pollution de l'air aux particules fines provoque 5 300 décès prématurés chaque année dans la région Auvergne-Rhône-Alpes et 40 000 en France. Une véritable catastrophe sanitaire dont la responsabilité revient à l'État et aux capitalistes de l'automobile notamment.

Jusqu'en 2017, l'essence a été surtaxée par rapport au diesel. La plus grande nocivité de ce type de carburant pour la santé humaine était pourtant connue depuis les années 1980. Mais il s'agissait pour l'État d'avantager les constructeurs automobiles français qui s'étaient spécialisés dans ce type de moteur. Et, lorsque des normes ont commencé à être imposées aux fabricants, ils se sont empressés de les contourner par la fraude, comme l'a prouvé le *Dieselgate*.

Aujourd'hui, le débat sur les mesures à apporter pour préserver la qualité de l'air se cristallise sur les Zones à Faibles Émissions (ZFE). Dans ce débat, la droite et l'extrême-droite versent dans la démagogie en présentant la voiture comme l'alpha et l'oméga de la liberté de se déplacer. Bien au contraire, la voiture est pour nous l'antithèse de la liberté. Pour beaucoup de travailleurs et de travailleuses, elle est surtout une obligation. D'une part, parce que les villes qui concentrent les activités sont inabornables à cause des loyers trop élevés. D'autre part, parce que l'offre de transport en commun est insuffisante, en particulier pour les salariés travaillant en horaires décalés.

D'un autre côté, les ZFE, en plus d'être injustes, ne font au mieux que déplacer le problème. En effet, en excluant les véhicules les plus anciens de la circulation des métropoles, elles pointent du doigt les foyers les plus modestes qui les possèdent. Mais, rien n'est demandé aux constructeurs automobiles qui, en plus d'avoir été avantagés dans la vente de véhicules polluants, vont maintenant empocher les bénéfices liés à l'achat des voitures neuves auquel sont contraints beaucoup de travailleurs et travailleuses. Et pour quel bénéfice collectif ? S'il s'agit d'acheter de nouveaux véhicules thermiques, la qualité de l'air pourrait être préservée. Mais comment en profitera-t-on dans un monde à + 4 °C ? Quant aux voitures électriques, souvent mises en avant, leur production, celle de leur batterie notamment, nécessite de ravailler des régions entières pour extraire les ressources nécessaires. Ressources par ailleurs limitées et qui pourraient être employées de manière bien plus efficace pour nous permettre

de nous déplacer. Sans compter qu'avec l'augmentation du poids moyen des véhicules neufs, les émissions de particules fines provenant de l'abrasion des freins, des pneumatiques et de la chaussée augmentent !

Nous ne nous présentons pas aux élections municipales et métropolitaines de Lyon avec un catalogue de promesses qui n'engagent que ceux qui y croient. Nous nous présentons avec un programme de lutte, c'est-à-dire avec des revendications qui ne peuvent être imposées que par une mobilisation massive du monde du travail que nous souhaitons contribuer à construire.

Concernant la qualité de l'air, nous mettons notamment en avant la lutte pour la gratuité et le développement massif de l'offre de transport en commun. Pour financer ces mesures, nous affirmons que, les transports étant majoritairement utilisés pour se rendre au travail, c'est au patronat de payer ! Les actionnaires des constructeurs automobiles se sont enrichis pendant des décennies en polluant l'air. Selon le principe du pollueur-payeur, leur fortune accumulée pendant toutes ces années devrait largement être mise à contribution.

L'immobilier inabordable chasse les travailleurs et les travailleuses de la métropole de Lyon alors qu'ils doivent quand même s'y rendre pour aller travailler. Nous affirmons donc qu'il faut dès maintenant réquisitionner les logements vides. Mais, il faudra aussi imposer la construction de logements en nombre suffisant. Pour cela, il sera nécessaire d'exproprier les banques et de créer un monopole bancaire contrôlé par les travailleurs et travailleuses du secteur et dont le but sera de financer les projets utiles à la société.

Dans le domaine du logement toujours, il faut imposer aux propriétaires de logements mis en location de remplacer les chauffages les plus polluants (fioul, bois non performant) et réquisitionner les logements s'ils s'y refusent.

D'une manière générale, la lutte contre la pollution de l'air ne peut être pensée indépendamment d'une organisation rationnelle des transports. Or, celle-ci est impossible dans une économie capitaliste anarchique qui concentre les activités dans des métropoles saturées tout en faisant de certains espaces des déserts sociaux. Nous pensons que les travailleurs et les travailleuses, parce qu'ils sont au cœur de la production, pourraient l'organiser de manière à répartir rationnellement les activités sur le territoire et pas selon la seule loi du profit. Notre candidature, en s'affirmant clairement comme communiste et révolutionnaire, veut défendre l'idée qu'une telle société est non seulement nécessaire, mais possible !

Salutations révolutionnaires,

Raphaëlle Mizony et Anthony Bruno